



ASSEMBLÉE DE CONVERGENCE: Droit à l'éducation

CONVERGENCE ASSEMBLY: The Right to Education

ASAMBLEA DE CONVERGENCIA: Derecho al educación

AGORA DES INITIATIVES, 13 août 2016

Synthèse de l'assemblée de convergence sur le droit à l'éducation

Le présent document est un document de travail qui tente de regrouper par thème les interventions lors de l'assemblée de convergence du 12 août 2016 sur le droit à l'éducation.

Facteurs qui entravent le droit à l'éducation

- Politiques d'austérité qui restreignent les services et l'accessibilité géographique et financière à l'éducation (scolaire et extrascolaire)
- Pression des entreprises et des gouvernements pour soumettre l'éducation aux besoins des entreprises
- Tarification de l'éducation
- Appauvrissement des curriculums
- Marchandisation et commercialisation de l'éducation et des savoirs
- Standardisation des contenus et des modes d'enseignement et des processus néolibéraux d'évaluation internationaux (ex. PISA) qui mènent à la marchandisation de l'éducation
- L'obscurantisme et la dévalorisation des savoirs scientifiques
- Persistance des stéréotypes et discrimination fondée sur le genre
- Principe de l'excellence comme facteur d'exclusion
- Performance, concurrence et individualisme
- Dévalorisation de l'école et la profession enseignante
- Injustice fiscale

Ceci s'explique par :

- le désengagement des États dans le financement de l'éducation;
- la diminution des revenus de l'État de l'évasion fiscale;
- la multiplication des accords de libre-échange;
- la diminution des aides sociales et des budgets de lutte à la pauvreté;
- l'aide publique au développement qui va peu en éducation et souvent en appui au secteur privé;
- la commercialisation de l'éducation;
- les mouvements et idéologies néolibéraux et austéritaires;
- négligence des enjeux liés à l'éducation de base et de l'apprentissage tout au long de la (notamment l'alphabétisation et éducation des adultes);
- le retrait progressif du financement par l'État de l'éducation / absence de financement adéquat;
- la philantocratie et colonisation des savoirs;
- la précarisation générale de la profession enseignante;
- la détérioration des liens entre enseignement supérieur et recherche;
- la marchandisation du savoir et de la formation;
- l'emprunt au privé des modèles de gestion;
- les revendications d'assouplissements des structures et des règles administratives;
- la guerre (militarisation) et l'instabilité politique et le terrorisme (entrave au droit à l'éducation : ex. Boko Haram).



ASSEMBLÉE DE CONVERGENCE: Droit à l'éducation

CONVERGENCE ASSEMBLY: The Right to Education

ASAMBLEA DE CONVERGENCIA: Derecho al educación

ENJEUX INCONTOURNABLES ET ACTIONS IMPORTANTES

Thème large 1 : Accessibilité, équité, gratuité et inclusion

- promouvoir la gratuité scolaire et l'accès universelle à l'éducation;
- défendre l'éducation publique ;
- mobilisation des ressources nationales pour un financement adéquat de l'éducation publique par une fiscalité juste et transparente;
- réaffirmer le droit à une formation initiale et du perfectionnement et formation continue pour toutes et tous les enseignant-es ;
- défendre la diversité et des identités culturelles, sociales, et religieuses;
- promouvoir l'accroissement de l'imposition des entreprises;
- reconnaître le droit de migrants à l'éducation ;
- défendre une école plus inclusive à tous les ordres d'enseignement;
- renforcer la lutte au décrochage scolaire des jeunes filles ;
- combattre la sous-scolarisation des jeunes filles (en éduquant à la sexualité notamment);
- s'attaquer à la violence basée sur le genre en milieu scolaire pour promouvoir l'accès et le maintien de toutes et tous les étudiant-es à l'éducation ;
- mieux encadrer les filles lors du retour à l'école;
- s'attaquer aux stéréotypes de genre toujours présents dans les salles de classes et dans la société en général;
- former les enseignant-es pour contrer les stéréotypes de genre;
- concevoir l'école comme service public et une responsabilité collective;
- identifier et dénoncer les différents visages de la privatisation de l'éducation;
- développer l'éducation populaire dans son milieu comme pédagogie et pratique d'émancipation sociale;
- former des enseignant-es autochtones et revoir nos curriculums en lien avec l'histoire et les réalités autochtones;
- inclusion sociale comme voie d'entrée, augmentation des étudiant-es en situation de handicap invisible, assouplissement des structures ;
- former les professeur-es sur la pédagogie de différenciation, définir mieux intégration vs inclusion;
- travailler avec les syndicats pour démystifier l'inclusion auprès des professeurs;
- créer des lieux pour soutenir les étudiant-es autochtones dans les institutions post-secondaire;
- stopper les dérives de l'éducation : éducation axée vers l'emploi seulement;
- diminuer le fardeau financier pour les étudiants-salaire minimum (salaire des étudiant-es).

Thème large 2 : Mobilisation, alliance, solidarité et diversité

- renforcer ou créer les plates-formes et des alliances pour augmenter le rapport de force et coordonner nos efforts aux échelles locale, nationale et internationale;
- développer la solidarité interne et intersyndicale;
- renforcer le travail intersyndical et international visant à définir des cibles et des actions communes (reconstruire le sens de la communauté et du collectif);



ASSEMBLÉE DE CONVERGENCE: Droit à l'éducation

CONVERGENCE ASSEMBLY: The Right to Education

ASAMBLEA DE CONVERGENCIA: Derecho al educación

- soutenir et encourager la présence et la participation des gens du Sud au FSM et aux instances internationales;
- clarifier les rôles des actions dans l'éducation des enfants : école, famille, mouvements d'éducation de jeunesse, société;
- dénoncer la criminalisation de l'action collective;
- promouvoir l'éducation critique aux médias et faire la promotion des médias libres;
- dénoncer d'une même voix les pays qui s'attaquent à l'école, à la liberté d'expression, à la liberté académique pour des raisons religieuses ou politiques (ex. la Turquie, Haïti, et autres).

Thème large 3 :

Se réapproprier les enjeux en éducation par une intensification de l'échange d'information, de partage des stratégies et se coordonner pour créer une plus grande mobilisation sociale autour de l'éducation

- se mobiliser et se joindre au mouvement de contestation de traité de libre-échange pour s'assurer d'en exclure l'éducation et les services publics en général;
- développer des plates-formes pour s'organiser et agir dans un même sens;
- demander des comptes aux gouvernements sur leurs engagements en matière d'aide internationale et d'éducation publique de qualité;
- diffuser largement l'information sur les stratégies gagnantes;
- débattre de la mise en place d'un fonds mondial public pour financer l'éducation de qualité pour tous et toutes;
- accélérer le travail d'éducation à la solidarité en collaboration avec les gens du sud;
- créer un fonds mondial public pour financer la production du savoir et la recherche;
- sensibiliser les jeunes du nord aux réalités du sud;
- faire la promotion de nos luttes dans les médias;
- établir des priorités et un calendrier de travail;
- intensifier la coordination à l'échelle internationale des acteurs en éducation;
- promouvoir des projets humanistes égalitaires, émancipateurs et critiques de la société actuelle;
- renforcer ou créer des liens intergénérationnels dans les luttes en éducation;
- créer des instances de dialogue et d'échange entre les actions de l'éducation des jeunes : famille, école, mouvement de jeunes;
- participer aux instances qui regroupent les précaires en éducation;
- investir les structures locales de gestion des établissements scolaires;
- renforcer les liens intersyndicaux localement, nationalement et internationalement;
- s'attaquer à la gouvernance des institutions de l'enseignement supérieur (une collégialité qui assure une représentativité de l'ensemble de la société);
- renforcer les liens qu'entretient l'école avec la communauté (l'école fait partie de l'environnement social);
- réaffirmer notre volonté commune d'une lutte pour le droit à l'éducation pour toutes et tous;
- se réapproprier notre métier d'enseignant et s'inspirer de projets qui fonctionnent.



ASSEMBLÉE DE CONVERGENCE: Droit à l'éducation

CONVERGENCE ASSEMBLY: The Right to Education

ASAMBLEA DE CONVERGENCIA: Derecho al educación

PLAN D'ACTION

- au Nord, prendre part à la lutte du 15\$ (salaire minimum à 15\$) pour permettre entre autres aux étudiant-es une plus grande autonomie et une qualité de vie dans leur apprentissage;
- organiser des États généraux en enseignement supérieur (au Québec) en invitant la société civile à y participer (exemple de thème : sensibiliser sur l'inclusion);
- diffuser et reprendre le communiqué pour la paix en Colombie ;
- dénoncer les arrestations et les congédiements arbitraires en Turquie en demandant le retour à la démocratie ;
- participer à la journée mondiale contre la précarité du travail scientifique en enseignement le 15 décembre 2016 ;
- recenser les fondations et les entreprises pour contrer la philanthrocratie dans la perspective de les exclure de l'éducation;
- prendre part aux luttes globales contre la marchandisation de l'éducation le 15 octobre 2016 (calendrier des actions de ATTAC) ;
- s'inscrire dans les grandes campagnes de protection des services publics et de luttes contre les politiques austéritaires ;
- demander aux gouvernements de rendre des comptes en matière d'aide internationale à l'éducation
- demander aux gouvernements d'élargir l'accessibilité aux étudiant-es en situation de handicap ;
- participer au actions coordonnées contre les traités et les accords de libre-échange et revendiquer qu'on exclut le secteur de l'éducation ;
- boycotter les évaluations néo-libérales internationales dans le respect des contextes nationaux.